

Gauloises, Gaulois, cessez d'avoir peur : la « théorie du genre » n'existe pas !

(15 juin 2013)

Voilà des mois qu'on nous bassine avec cette fameuse « théorie du genre », que défendrait une coalition de féministes et de gauchistes naïfs, illetrés, évidemment influencés par de méchantes Américaines, et affreusement bien introduits dans l'université et le gouvernement... Coalition qui dirait quoi ? Que les filles et les garçons c'est pareil. Qu'on peut choisir son sexe. Que la biologie se réduit à la culture. Grand Dieu ! Mais où vont-ils chercher ça ?

Au Vatican. C'est là le problème. Dans l'effort désespéré de la droite catholique pour enrayer l'effritement de son sol, miné par la multiplication des naissances hors mariage, des familles recomposées sans la bénédiction des curés, des unions homosexuelles, des « quartiers gays », des « fiertés lesbiennes-gay-bi-trans », des exigences de respect des identités et des orientations sexuelles formulées un peu partout... et aussi des études consacrées à ces phénomènes ou à leur histoire.

Ailleurs, sur la planète, il n'y a pas de théorie du genre. Il y a un mot, le genre (*gender* en anglais), qui – mondialisation oblige – a supplanté une autre formule autrefois usitée dans l'aire francophone : le « sexe social ». Deux expressions, donc, pour un même concept : l'idée que la différence des sexes telle que nous la voyons s'exprimer englobe à la fois du biologique et du culturel. Et pour un même usage : tenter de mieux comprendre comment les sociétés « fabriquent » du masculin et du féminin, à partir d'idées sur la différence des sexes, elles-mêmes fondées sur la différence des corps observée – du moins au premier abord. Car il y a toujours eu, et il y aura toujours, des personnes pas très « différenciées »... et qui ne sont nullement malades. La nature, en effet, ne connaît pas la bi-catégorisation. Ou plutôt, si elle connaît assez bien le oui/non critère par critère, il lui arrive de pratiquer aussi le « oui mais », et surtout de ne pas être systématique dans le regroupement de ses critères. Ainsi telle personne peut être « mâle » ou « femelle » du point de vue de ses organes génitaux externes mais beaucoup moins, voire pas du tout, du point de vue de ses chromosomes. Et ainsi encore, si la grande majorité des gens possède l'une ou l'autre des sacro-saintes formules XX, XY, bien d'autres individus ont non pas 2 mais 1, 3, 4 chromosomes sexuels (voire plus), et cela en combinaisons variées (X0, XXX, XXY, XYY, XXYY). Ce qui ne se voit pas forcément et n'a rien à voir avec leur identité ou avec leur orientation sexuelle. La nature, c'est divers. C'est comme ça.

La société, en revanche, est catégorique : qui n'est pas « homme » est « femme », et inversement. Et comme la nature, laissée à elle-même, serait bien incapable de répartir les uns et les autres dans des rôles sociaux distincts, elle assigne à chaque groupe des mots, des habits, des couleurs, des occupations, des capacités, des droits... qui varient d'une contrée à l'autre, mais qui ont tous pour fonction de *faire système* : de classer, de répartir, de hiérarchiser ; de dire qui est (et doit rester) du bon côté de la barrière, et qui est (et doit rester) de l'autre. Si quelques cultures de par le monde ont fait ou font encore une certaine place pour les individus qui ne peuvent ou ne veulent appartenir à l'une de ces deux classes, ce n'est pas sans les stigmatiser, et c'est sans toucher à la répartition arbitraire de la masse des autres.

Le concept de genre, c'est l'outil qui permet de comprendre comment les sociétés – ou plus exactement *les personnes qui y détiennent le pouvoir et n'ont pas envie de le lâcher* – inventent des systèmes d'explication du monde et d'organisation des populations, pour répartir inégalement les tâches et les rôles, selon qu'elles les estiment inférieurs, dégradants, pénibles... ou au contraire supérieurs, valorisants, faciles. Et comment les personnes dominées sont contraintes ou induites à accepter ces répartitions, à adhérer à ces croyances.

Comme tous les autres chercheurs et chercheuses, les spécialistes en « études de genre » (on disait naguère « études féministes ») n'ont généralement qu'un objectif, quelle que soit leur discipline : comprendre, établir des faits, mettre à mal les pseudos évidences. Permettre, donc, aux citoyens et aux citoyennes et aux élu/es de se saisir de ces savoirs, et, à partir de là, d'agir en toute connaissance de cause : pour aller vers plus d'égalité, ou vers plus d'inégalité, ou pour maintenir le *statu quo*. Car, au-delà des différences disciplinaires et des différences d'approches qui caractérisent la communauté scientifique, celle-ci est d'accord sur une chose : la nature existe, mais elle n'est pas pour grand chose dans l'inégalité entre les sexes aujourd'hui observée sur la planète... si ce n'est comme prétexte, comme lieu commun des discours visant à perpétuer la domination masculine.

Voilà donc à quoi s'attaque la droite catholique : non pas à la « théorie du genre », qui n'existe pas, mais à la légitimité que trente ans de recherches ont donnée à la contestation de la domination masculine. Dont l'Église est l'un des derniers partisans officiel, affiché, décomplexé. Ou plus exactement : *les personnes qui y détiennent le pouvoir et entendent bien le garder*. Car des égalitaristes et des féministes, dans l'Église, il y en a toujours eu et il y en a encore. Il y en a même qui s'adonnent à des études de genre¹... Serait-ce l'autre raison de l'offensive actuelle ?

Éliane Viennot, professeure de littérature à l'Université de Saint-Étienne & Institut universitaire de France

Joëlle Wiels, biologiste, directrice de recherche au CNRS.

¹ Notamment, en France, le groupe FHEDLES (Femmes et hommes, égalité, droits et libertés dans les églises et la société), qui anime le Centre Genre en Christianisme.